

Rencontre avec les investisseurs à Bouira : la PME fortement encouragée

1^{er} MARS 2015

La conjoncture n'est plus la même. Depuis la baisse du prix du pétrole, c'est aux occidentaux de sortir la tête hors de l'eau, et c'est autour des orientaux, producteurs d'hydrocarbures, d'y plonger. L'Algérie qui doit sa prospérité à son sous-sol ne fait pas exception. On peut même dire qu'elle est la plus atteinte. Incapable depuis l'indépendance d'ajuster sa stratégie en fonction d'un marché de plus en plus exigeant en matière d'innovation et de savoir-faire, elle demeure tributaire de son pétrole. Ses exportations hors hydrocarbures restent dérisoires.

La situation est jugée grave par nombre d'observateurs. L'avertissement vient de loin. On a longtemps sommé notre pays de changer de fusil d'épaule. L'embellie financière, due entièrement à un concours de circonstance qui a fait que le prix du pétrole atteigne des niveaux record, ne pouvait durer éternellement. Sa chute brutale vient d'en sonner le glas. Et c'est dans la précipitation que l'on vient de se souvenir que nous avons des solutions de rechange, que l'Algérie a plus d'une corde à son arc en matière d'économie. Et c'est en vue de l'exploitation méthodique de ces atouts qu'une journée d'étude consacrée à l'investissement et à sa promotion a été organisée ce jeudi à la maison de la Culture. Au moins deux cents investisseurs y ont assisté. Le but est de leur faire prendre conscience des « opportunités d'investissement » offertes par la wilaya, pour reprendre l'intitulé de la communication présenté par le directeur de l'industrie et des mines. Ces opportunités s'articulent autour de trois secteurs essentiels : l'agriculture, le tourisme et l'industrie et les mines en voie de développement. Pour promouvoir l'investissement, la wilaya a mobilisé 415 ha dans la zone de Sidi Khaled, desservie par le CW127. Au départ, cette zone dite industrielle disposait d'un foncier estimé à 225 hectares. Ayant longtemps été confrontée au problème de sécurité, la zone a particulièrement souffert de l'isolement et de l'abandon. Depuis son installation il y a deux ans environ, le nouveau wali a tenté de relever le défi en multipliant les visites sur les lieux et les rencontres avec les investisseurs. L'objectif est de doter la wilaya d'un vrai tissu industriel. Afin d'en accueillir de nouveaux, le responsable de la wilaya a procédé à l'extension de la zone industrielle de Sidi Khaled, en injectant 190 ha au foncier existant. Au niveau de nombreuses communes, dont Lakhdaria, El Hachimia, El Esmam, Haïzer, M'Chdellah, Bordj Khries, Sour El Ghozlane, la wilaya a créé et aménagé 13 zones d'activité d'une superficie de 119, 54 ha, répartis en 114 lots. Les investisseurs désireux d'acquérir par la voie de la concession un de ces lots n'ont qu'à constituer un dossier et le déposer auprès du service concerné de la wilaya, en l'occurrence le CAPIREF. Mais la nouvelle stratégie va plus loin. Elle consiste en deux actions directes, ainsi que cela a été détaillé au début de cette rencontre : réhabiliter la zone de Sidi Khaled et ériger les 190 ha d'extension en parc ou nouvelle zone industrielle. C'est l'annonce qui a été faite par le représentant du ministre de l'Industrie et des Mines. Selon l'intervenant, la wilaya de Bouira, qui en raison de sa situation géographique se trouve à une heure du port d'Alger et d'une heure et demie de celui de Béjaïa, et qui est en fait la plaque tournante des échanges commerciaux régionaux, bénéficie au même titre que 38 autres wilayas d'un parc industriel. L'Etat dans sa nouvelle stratégie en a créé 49 à l'échelle nationale. Ce sont, selon le même intervenant, 5 000 hectares qui ont été mobilisés dans le but de constituer un foncier industriel à l'intention des nouveaux investisseurs. Enfin, pour encourager l'investissement, l'Etat, dans la nouvelle politique industrielle, consent d'intéressants abattements sous forme d'avantages fiscaux et parafiscaux (intervention du directeur de l'ANDI). **Quant au « financement de PME » objet particulier de l'attention de cette journée (intervention du directeur d'El Zazair Istithmar, présente dans 48 wilayas), la participation est fixée à 150 millions de dinars, soit 49% du capital.** Enfin (intervention du directeur des domaines) l'accès au foncier industriel est soumis à une réglementation régissant pendant les quinze ans de jouissance. Les débats ont été nombreux et basés sur les préoccupations des investisseurs qui voulaient que toutes les conditions nécessaires au développement de leurs projets soient réunies. La journée a également servi à remettre 8 concessions à de jeunes investisseurs.

Ali D.